



Après le “choc” en Ukraine (2) : Vers une « Grande » ou une « Petite » Europe Puissance ?

Bloc-notes n°16

Laurent Coligny, 6 avril 2022

La situation n'est pas une surprise : on est arrivé, inexorablement, à la situation actuelle, après plusieurs années de tensions. Mais les élites politiques et diplomatiques des États-membres de l'UE, et ceux qui se targuent de pensée diplomatique au sein de l'UE, n'ont pas réussi à faire la différence, dans la géopolitique européenne, entre ce qui est primordial (notre environnement régional) et ce qui est accessoire, ou pire, un choix intellectuel/idéologique plus qu'une priorité (le rapport à la Chine, à l'Iran, à l'« IndoPacifique »). Les Ukrainiens, et indirectement l'UE, payent le prix d'une certaine méconnaissance intellectuelle, au plus haut niveau.

Si les Européens sont honnêtes avec eux-mêmes, ce choc devrait amener, enfin, à réfléchir à notre Union dans un sens géopolitique. Et à vouloir trouver le moyen de ne pas être un simple champ de bataille / restaurant / musées pour les élites russe, américaine et chinoise.

L'avantage de la situation, est qu'elle devrait nous forcer à faire un double choix : d'abord entre abandonner toute ambition face aux difficultés de fonder une Europe Puissance, et réellement construire une Europe Puissance. Le premier choix peut être une stricte neutralité (au mieux), ou, moins intéressant mais plus probable, un alignement sur une des grandes puissances, plus probablement sur les États-Unis. Ce serait la victoire totale des Atlantistes (qui n'ont jamais été de vrais pro-Européens, et pas souvent des patriotes) et des déclinistes (celles et ceux qui considèrent que tout est déjà perdu, que nous sommes déjà en guerre civile sans le savoir... comment avoir une quelconque ambition avec cet état d'esprit ?).

Le deuxième choix, celui de l'Europe Puissance, amène bien sûr, à se poser plusieurs questions. Tout d'abord, quel type d'organisation pour une grande puissance : confédération, fédération, Europe des nations ? Forcément dans le cadre de l'UE telle qu'elle est actuellement ? Mais ces questions sont, en fait, secondaires. Ce qui compte, avant tout, c'est de décider si une Europe Puissance peut se faire au sein d'une Petite Europe, ou d'une Grande Europe.

La Petite Europe, c'est l'Europe de l'Ouest, l'Europe des Neuf (l'état de notre Union jusqu'en 1981), moins la Grande Bretagne, plus l'Espagne, le Portugal, et l'Autriche. Dans sa version la plus optimiste, on pourrait y ajouter également Norvège, Suède, et Finlande. En bref, des pays européens développés ayant évité le joug communiste pendant la Guerre froide, et globalement éloigné des foyers de tensions en Europe orientale (avec la Russie et la Turquie). Dans ce bloc, une intégration bien plus poussée serait possible, sans poser de grandes difficultés. Il réunit des pays qui ont, souvent, eu une politique de puissance globale à un



moment de leur Histoire, et peuvent, ensemble, avoir des intérêts globaux qui ne seraient pas entravés par des tensions à leurs frontières. Dans ce bloc en particulier, la France aurait la possibilité de renforcer une influence « gaullienne », et la tentation atlantiste serait amoindrie.

La Grande Europe, c'est l'UE actuelle, et plus encore : c'est le développement d'une relation bien plus forte avec l'Ukraine et la Turquie, peut-être jusqu'à l'adhésion ; le soutien à un projet visant à faire du Bélarus un pays allié proche des normes démocratiques, finlandisé entre Européens et Russes, ou intégré pleinement à la Grande Europe; et c'est la neutralisation des problèmes pouvant venir des Balkans, avec, encore une fois, une finlandisation possible des différents pays (pour éviter qu'ils deviennent un outil d'une des grandes puissances extérieures) et une paix soutenue, et activement imposée si nécessaire, par l'influence européenne. Certains iraient jusqu'à leur intégration à terme, et ce serait en fait possible, avec le temps, et dans le cadre d'une intégration plus large d'autres pays, comme l'Ukraine et la Turquie.

Certes, la promesse d'une intégration à ces deux pays semble relever de la politique fiction, alors que le discours sur l'intégration de pays comme la Serbie est une réalité : c'est lié aux faits que les élites européennes ne comprennent rien aux priorités géopolitiques, et que les élites nationales politiques sont frileuses face à ce qui pourrait déplaire à une grande puissance extérieure ou à la partie de l'électorat la plus xénophobe / d'extrême droite (forcément « islamophobe »). Mais l'intégration ou une relation extrêmement forte avec une Ukraine qui aurait déjà perdu les territoires séparatistes et la Crimée, ce n'est que geler durablement un important conflit entre Russie et l'Occident à l'Est ; et intégrer la Turquie, c'est renforcer notre capacité de défense face à la Russie, renforcer la capacité d'influence d'une Grande Europe dans le Caucase, l'Asie centrale, le Moyen Orient, et apaiser l'autre grande tension à l'Est, entre Grèce et Turquie. La priorité donnée par l'UE actuelle aux Balkans, c'est la confusion entre la géographie, la géopolitique et le « train-train » des institutions. Penser à une possible intégration de l'Ukraine et de la Turquie à un projet européen ambitieux, c'est penser le monde en comprenant, enfin, les grandes réalités géopolitiques.

Dans les deux cas, on réussit à apaiser les relations avec la Russie : une Petite Europe plus intégrée, plus fédérale, n'a plus d'intérêts primordiaux à l'Est, et amènera sans doute à la création d'une autre union, à l'Est, sans doute une confédération sous l'influence américaine. Dans ce cas, les tensions russo-américaines ne concernent plus directement une Petite Europe indépendante, forte, capable de choisir un camp ou l'autre selon ses intérêts, et réussissant sans doute, avec le temps, à devenir un arbitre, apportant une paix de compromis à l'Est. Quant à la Grande Europe, pour exister, elle devra devenir, également, une Europe de la Défense et du Renseignement, plus ambitieuse dans ses investissements internes, et dans les lignes rouges imposées à tout compétiteur : la Russie aura face à elle un voisin plus solide, mais s'il s'agit aussi d'une force plus indépendante face aux États-Unis, un compromis pourra être trouvé. Car après tout, un voisin économiquement et militairement sérieux, sans ambition anti-russe particulière, pourrait devenir un partenaire intéressant pour Moscou, y compris sur des dossiers d'intérêts communs (commerce, lutte contre le terrorisme, etc).



Choisir la Petite Europe ne voudrait pas dire détruire l'Union Européenne. Cela signifierait plutôt accepter une Europe à plusieurs vitesses, avec le seul projet qui compte vraiment, celui de l'Europe Puissance, se construisant à l'Ouest, là où de toute façon, le projet d'Union s'est élaboré. L'UE pourrait même, dans ce cas, devenir le rêve britannique d'un grand marché, incluant tous les pays de l'Europe géographique sans exception. Cela n'aurait plus vraiment une grande importance, l'UE se limitant alors à une harmonisation des normes, et à la libre circulation des biens et des personnes. La Petite Europe pourrait aussi signifier une Double Europe : une Europe de l'Ouest très intégrée politiquement, diplomatiquement, économiquement ; et une confédération est-européenne (peut-être sans la Hongrie), concentrée sur son opposition à la Russie, s'appuyant parfois sur l'Europe de l'Ouest pour son développement économique, et sur les États-Unis pour sa sécurité. L'UE tel qu'elle est pourrait disparaître, dans cette hypothèse. Mais si tel était le cas, certains pourraient alors dire que l'Union a de fait été tuée par les élargissements à l'Est, et qu'on en revient à un projet plus solide avec celui de Petite Europe.

Choisir la Grande Europe demanderait une ambition réelle, et un sens de l'Histoire, de la part des élites européennes. Cela demanderait d'aller contre la frilosité populaire parfois, faire des paris difficiles, penser sur le long terme également, pour permettre aux nouveaux élargissements de tenir sur la durée. Cela imposerait également des efforts aux nouveaux entrants : l'intégration dans un projet européen ne devrait plus vouloir dire accepter l'argent européen, mais critiquer l'Union et se proclamer partisan de la liberté des États chaque fois qu'il faut se plier à une règle commune.

Certains pourraient sourire face à ce bloc-notes, évoquer les traités, les engagements, les blocages possibles. Mais la question de la Petite et de la Grande Europe sont des idées, des constructions théoriques, et, osons dire le mot, idéologiques. Parce que vouloir une Europe Puissance, c'est une idéologie, comme toute grande idée qui ne s'est pas encore matérialisée. Au moins, l'avantage de ces concepts est de prendre le monde tel qu'il est, et de rejeter toute naïveté intellectuelle.

Les partisans de l'intégration/de l'élargissement traditionnel vers la Serbie, l'Albanie, le Kosovo, qui n'ont que cette ambition pour l'Europe, sont les mêmes qui se sont excités face à l'adhésion de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie : ce sont des élites sans réelles connaissances historiques et géopolitiques, qui sont prises par surprise par les conséquences actuelles d'un élargissement d'abord mené dans un élan romantique. Intégrer la Pologne, les États baltes, c'était naturellement prendre en compte leurs relations historiques difficiles avec la Russie, leurs situations géopolitiques particulièrement. Ne pas avoir été capable de le faire, c'est au mieux une grossière erreur d'appréciation, au pire l'illustration d'un mépris dissimulé, qui verrait les pays d'Europe centrale et orientale, leurs Histoires, leurs blessures, comme moins importantes que celles de leurs cousins de l'Ouest. Il est temps de voir la pensée géopolitique, historique, fondée sur la Realpolitik, reprendre ses droits dans la réflexion autour du projet européen.



Laurent Coligny

CAPE © avril 2022

Nous avons le choix entre le statu quo, la petite Europe, la grande Europe, ou le souverainisme du chacun pour soi. Cette dernière possibilité, c'est une vassalisation plus grande encore. On l'a vu encore dernièrement quand le président E. Macron a tenté de pousser Russes et Américains au dialogue, et avec bien d'autres exemples ces dernières années (Mali, Liban, Afghanistan...): la France seule pèse bien peu de choses. Le statu quo, c'est aussi la vassalisation de fait, mais uniquement face aux États-Unis. Dans ce cadre, les Européens resteraient dans une posture paresseuse post-Guerre froide, espérant que l'alignement permettra de maintenir le lien transatlantique. Cette approche nous condamne à une Union qui continue d'être inefficace, et incapable de prendre en compte les réalités géopolitiques : face aux difficultés extérieures, elle sera protégée par l'Hyperpuissance américaine, au moins c'est ce qui est attendu... Mais le prix à payer est important : incapacité de peser sur l'avenir de l'Europe, impossibilité d'être pris au sérieux dans notre rapport à la Russie, et soumission probable au projet de « nouvelle Guerre froide » face à la Chine. Si les Français, les Européens veulent peser au cours du 21^{ème} siècle, et veulent l'indépendance face aux grandes puissances étrangères, il n'y a vraiment que deux choix possibles : l'évolution vers une Petite Europe, ou la décision de parier sur une Grande Europe.